

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 30/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Mäder Composites France**

177, avenue des frères lumière  
cs 2011  
84700 Sorgues

Références : D-00276-2025  
Code AIOT : 0006400428

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement Mäder Composites France implanté 177, avenue des frères lumière cs 2011 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans une action régionale permettant d'évaluer le niveau de préparation des exploitants d'ICPE aux pertes d'utilités (organisation humaine et matérielle en cas de coupure électrique).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Mäder Composites France
- 177, avenue des frères lumière cs 2011 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400428
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Madër Composites a pour principale activité la fabrication de résines de polyester saturé et d'alkydes, ainsi que de résines composites (chargées en pigments, additifs,...) et de vernis destinés à recouvrir des fils de cuivre et d'autres métaux pour la cosmétique.

Pour ces besoins, l'établissement est équipé de trois chaudières au gaz naturel, de quatre réacteurs, d'une cuve de mélange, de trois diluteuses, d'une tour aéroréfrigérante, d'un compresseur, d'une cellule de stockage de produits inflammables, des stockages de solvants et de corps gras (huiles).

## Thèmes de l'inspection :

- Action Régionale – Pertes d'Utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |
| 2  | Actions engagées pour la mise en sécurité                                  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Sans objet        |
| 3  | Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité          | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 | Sans objet        |
| 4  | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique                  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En cas de coupure électrique, la perte des utilités n'engendre pas de dangers spécifiques, par conséquent, l'exploitant est peu préparé à cette perte.

Néanmoins, des onduleurs ainsi que des batteries sont présents, permettant de conserver pendant quelques heures la détection incendie et l'utilisation du matériel informatique (administratif et pilotage du processus de fabrication).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Article 56<br>Utilités.            |

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

#### **Constats :**

L'installation n'a aucune autre source d'alimentation que le réseau public pour l'électricité et le gaz.

L'exploitant nous a oralement listé les utilités associées à l'alimentation en énergie du site :

- 3 chaudières gaz naturel
- 1 compresseur
- 4 réacteurs
- 3 diluteuses
- 2 cuves de mélange
- 1 tour aéroréfrigérante (TAR)

Il n'y a aucun moyen de détection de défaillance électrique autre que la constatation de l'arrêt des machines, de l'informatique et de l'éclairage durant les périodes de travail. Les équipements étant bruyants l'exploitant indique qu'une coupure d'électricité serait immédiatement identifiée. En dehors des périodes de production, la télésurveillance alerte la personne d'astreinte de la coupure d'électricité.

En cas de perte électrique, la production s'arrête sans engendrer de dangers potentiels. En effet, les chaudières et le compresseur cessent de fonctionner sans risque de montée en pression, et stoppent la production de vapeur et le chauffage du fluide caloporteur. Par conséquent, les produits contenus dans les réacteurs ne sont plus chauffés, sans risque de prise en masse car la température restera assez élevée durant 3 à 4 jours et les produits pouvant se trouver dans les canalisations de transfert ne risquent pas de prise en masse car ils sont dilués avant d'emprunter ces canalisations. Il n'y a pas de réaction secondaire connue qui serait amorcée par un arrêt du chauffage.

Les batardeaux ainsi que la porte coupe-feu de la cellule de stockage de produits inflammables, sont maintenus en position ouverte grâce à des électro-aimants, ils se déclenchent donc passivement lors d'une coupure électrique.

Puisqu'il n'y a pas de dangers pouvant être engendrés par une perte d'utilités, l'exploitant n'a pas

de procédure de mise en sécurité formalisée. L'exploitant a identifié les effets cascades en cas de coupure électrique.

Toutefois, si une coupure électrique venait à arriver et durerait plusieurs heures, l'exploitant n'a pas formalisé de procédure permettant de palier l'arrêt de la détection incendie une fois que les batteries de celle-ci se soient déchargées (autonomie estimée par l'exploitant à environ 4h).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de rédiger une procédure permettant la mise en place de mesures conservatoires de détection incendie en cas de coupure de courant supérieure à 4 heures.

Il est conseillé à l'exploitant d'être vigilant lors de la remise en fonctionnement de la tour aéroréfrigérante car lors d'un arrêt et une remise en marche et/ou d'une variation de vitesse de circulation de l'eau, les colonies de *Legionella* présentes dans les parois du système de circulation de l'eau peuvent se décrocher.

L'exploitant doit transmettre la liste formalisée et un plan de localisation des utilités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

**Constats :**

Les équipements devant être secourus électriquement sont la détection incendie et le sprinklage. Le reste des équipements peuvent être complètement arrêtés.

Puisqu'il n'y a pas d'équipements à mettre en sécurité, il n'y a pas de consignes ou de procédures formalisées et le personnel n'est ni formé et ni entraîné.

Le redémarrage des équipements après une coupure électrique est identique à leur redémarrage quotidien ou hebdomadaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64« Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

Les seuls moyens de secours électrique prévus pour palier à la perte d'électricité sont des batteries pour la détection incendie et des onduleurs pour le serveur et le matériel informatique ainsi que pour la salle de pilotage du processus de fabrication.

L'autonomie des batteries a été estimée par l'exploitant à 4 heures et celle des onduleurs n'est pas connue mais elle se limite également à quelques heures.

Par sondage, l'inspection des installations classées a pu constater que les onduleurs ont été vérifiés en janvier 2025 et les batteries de chaudières le 21/10/24.

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les onduleurs ainsi que les batteries font l'objet d'une maintenance annuelle, ainsi que, pour les batteries, d'un remplacement tous les 5 ans.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |